



Bo Kyi, co-fondateur de AAPP-Association Assistance for Political Prisoners

Birmanie mercredi 18 novembre 2009

Conditions indignes pour 2100 détenus politiques

Par Jean-Claude Péclet

Human Rights Watch dénonce les arrestations arbitraires de la junte birmane. Un ancien prisonnier politique témoigne

Dimanche, Barack Obama qui rencontrait le premier ministre birman Thein Sein – un face-à-face inédit à ce niveau depuis quarante-trois ans – a réclamé la libération de Aung San Suu Kyi et celle des autres prisonniers politiques.

Cette précision est importante, car si la Prix Nobel de la paix bénéficie de visibilité, ce n'est pas le cas des 2100 autres détenus recensés par Human Rights Watch (HWR), et dont le seul tort est de réclamer plus de démocratie, ou simplement d'être artistes, journalistes ou intellectuels. «La situation empire, une trentaine d'activistes pro-démocratie ont été arrêtés ces deux derniers mois. N'importe quel prétexte suffit. Il n'existe aucun respect de la loi au Myanmar», accuse Bo Kyi, qui a passé lui-même plus de sept ans en prison après les soulèvements étudiants de 1988, réprimés au prix de 3000 morts.

Aujourd'hui en exil, Bo Kyi dirige depuis Mae Sot, en Thaïlande, l'association Assistance for Political Prisoners qui les aide à rester en contact avec leur famille, à se soigner, éduquer leurs enfants, trouver un emploi. De passage à Genève, il évoque le courage des organisations et avocats qui continuent d'aider les plus démunis ou de défendre les droits de l'homme malgré le harcèlement constant de la junte birmane.

le lien pour AAPP-Association Assistance for Political Prisoners Burma :

<http://www.aappb.org/>